DEPARTEMENT DE
LA HAUTE-SAVOIE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRONDISSEMENT DE
ST-JULIEN-EN-GNEVOIS

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ANNEMASSE
LES VOIRONS – AGGLOMERATION

SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA - 74100 ANNEMASSE

OBJET :

DECISION DU PRESIDENT

REMBOURSEMENT DE
FRAIS INDUMENT
ENGAGÉS DANS LE CADRE
D'UN CONTENTIEUX

D_2025_0166

Vu les dispositions du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 16 octobre 2024 n°CC_2024_0117 mettant à jour les délégations de pouvoirs du conseil au profit du bureau et du président, et notamment le(s) paragraphe(s) P-13 de son annexe ;

Considérant que par jugement en date du 20 février 2025 le Tribunal de Proximité d'Annemasse a annulé la facture d'eau n°1765823100008 émise par la Communauté d'Agglomération Annemasse – Les Voirons – Agglomération le 7 avril 2023 à l'encontre de Madame C. M. ;

Considérant qu'une procédure de recouvrement a été exercée à tort sur le compte bancaire de Madame C. M. le 13 août 2025, engendrant pour cette dernière des frais bancaires relatifs à la saisie à tiers détenteur d'un montant de 99,79 € ;

Considérant la demande indemnitaire en date du 1^{er} septembre 2025, annexée à la présente décision ;

Considérant qu'il y a lieu, dans ces conditions, de prendre toutes mesures pour procéder au remboursement de frais indûment engagés par Madame C. M. et relevant de la responsabilité d'Annemasse Agglo ;

LE PRÉSIDENT DÉCIDE

DE PROCÉDER au remboursement des frais bancaires indûment engagés par Madame C. M. pour un montant de 99,79 € à cette dernière ;

DE DIRE que conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à une prochaine séance du conseil communautaire.

Signé électroniquement par : Gabriel DOUBLET
Date de signature : 06/10/2025
Qualité : Agglo - Présidence

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa date de publication, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.